

Nom de la source

Acteurs Publics

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

De premiers résultats prometteurs pour l'intelligence artificielle dans les administrations

Un an après le lancement d'un appel à manifestations d'intérêt sur l'intelligence artificielle dans les administrations, les premières expérimentations affichent des **résultats prometteurs**, mais une maturité encore variable selon les projets.

L'intelligence artificielle peut-elle vraiment améliorer l'efficacité de l'action publique ? Et avec quel impact sur les agents et les métiers ? C'est à ces deux questions qu'a voulu répondre l'État, en lançant, à l'été 2018, un appel à manifestations d'intérêt pour identifier les meilleurs projets d'administrations désireuses d'explorer les opportunités offertes par l'intelligence artificielle. Un an après, les porteurs de projets ainsi que la DITP et la Dinum, les deux administrations cheffes de file sur cette action, ont profité de la Semaine de l'innovation publique, du 25 au 29 novembre, pour présenter leurs **premiers résultats**, ce jeudi 28 novembre. Des **résultats** plutôt **prometteurs**, si l'on en croit les porteurs des projets.

Il y a tout juste un an, 6 projets avaient été retenus parmi 52 candidats pour bénéficier d'un double accompagnement technique et "métier" de la part d'Etalab et de la direction interministérielle de la transformation publique (DITP), qui disposaient d'une enveloppe d'1 million d'euros. La majeure partie de cette enveloppe a permis de faire jouer l'accord-cadre passé par la direction interministérielle du numérique (Dinum) avec plusieurs prestataires (Quantmetry, SIA

Partners et Starclay/Spinpart en l'occurrence), qui ont apporté leurs solutions aux administrations. De son côté, la DITP s'est focalisée sur l'accompagnement au changement, en allant à la rencontre des agents concernés pour réaliser des études d'impact et les aider à s'approprier les futurs outils.

Contrôles mieux ciblés

Parmi les projets, on retrouve, très souvent, le recours à l'intelligence artificielle (IA) pour mieux cibler les contrôles. C'est notamment le cas de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Ses 350 inspecteurs réalisent environ 1 800 contrôles par an. Ce qui donne lieu à une quantité innombrable de rapports, appelés "lettres de suite", contenant des informations qu'il est difficile d'exploiter à grande échelle. Grâce à des techniques d'analyse du traitement du langage naturel, elle a pu analyser un premier corpus de 4 000 lettres sur les 22 000 dont elle dispose, pour identifier les anomalies les plus récurrentes ou d'éventuelles tendances. Et ainsi mieux cibler ses contrôles.

Même ambition du côté de la direction générale de l'alimentation (DGAL) et son projet "IALim". Son but : capitaliser sur la multitude de commentaires laissés

© 2019 Acteurs Publics. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 17 décembre 2021 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191129-SEA-36757

par les clients **de** restaurants sur des plates-formes comme Tripadvisor ou Google Maps pour repérer d'éventuels établissements à problèmes. Et qui mériteraient d'être inspectés en priorité. *"Aujourd'hui, sur 100 inspections, nous en avons 18 qui aboutissent sur une note défavorable (entre C et D),* resitue Sébastien Rémy-Fernandes, chef du bureau d'appui à la surveillance **de** la chaîne alimentaire à la DGAL. *Grâce à notre algorithme d'analyse des commentaires, nous avons un gain de performance considérable sur nos inspections, puisque l'on passe à 36 % de notes défavorables."*

La police **de** l'environnement a elle aussi gagné en efficacité grâce à l'IA puisque sa prédiction du risque d'infraction, concernant l'épandage **de** pesticides notamment, est *"trois fois plus précise qu'avant"*, assure Vincent Labbé, l'un des porteurs du projet au Bureau **de** recherches géologiques et minières (BRGM).

Inégale maturité

Ce n'est pas pour autant que ces nouveaux outils intelligents bouleverseront radicalement le travail des agents des administrations concernées. D'abord parce que, dans bien des cas, les expérimentations se limitent à un périmètre donné et restreint, et que l'objectif n'est pas **de** remplacer les agents, mais d'appuyer leurs décisions. Mais aussi parce que tous n'ont pas atteint le même stade **de** maturité au terme **de** ces six mois, une période jugée très courte par la plupart des porteurs **de** projets.

Cela n'a pas empêché certains d'entre eux d'avancer très rapidement. La direction générale **de** l'alimentation va pleinement intégrer sa nouvelle applica-

tion **de** ciblage des contrôles des restaurants dans son système d'information dès le 1er janvier, 2020.

D'autres ont en revanche encore besoin **de** temps. C'est le cas **de** la police **de** l'environnement. Si elle peut désormais mieux cibler ses contrôles, elle ne le fait pour l'instant qu'en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan, et uniquement sur ce que l'on appelle les pollutions diffuses. En fonction des **premiers** retours **de** terrain - qui ne sont pas attendus avant la fin **de** l'hiver, puisque c'est la période principale d'épandage -, l'Agence **de** la biodiversité table sur un élargissement aux deux autres départements **de** la région bretonne, mais aussi sur un élargissement **de** son périmètre, pour s'attaquer à d'autres domaines qui relèvent **de** ses missions, comme la chasse ou les sécheresses.

Encore des développements à effectuer

Quant à la direction départementale des territoires et **de** la mer **de** l'Hérault, son outil **de** "lutte contre la cabanisation", permettant **de** localiser automatiquement les constructions et donc potentiellement les constructions sauvages (mobil-homes, caravanes, piscines...), doit encore faire l'objet **de** développements pour *"devenir vraiment opérationnel"*, selon Philippe Allamand, adjoint au chef **de** la mission "Connaissance, Etude et Prospective". Il devrait toutefois être intégré dans le quotidien **de** ses 12 agents d'inspection dès le début **de** l'année, la direction ayant remis 25 000 euros sur la table. Il reste notamment à son prestataire, SIA Partners, à affiner le logiciel pour qu'il puisse vérifier la temporalité **de** l'apparition d'une construction en faisant des comparaisons dans le temps. D'autres

développements sont d'ailleurs envisagés, notamment pour répliquer la méthode sur des images satellite. Celles-ci sont en effet beaucoup plus à jour que les images aériennes **de** l'IGN sur lesquelles se base aujourd'hui l'application, et qui sont mises à jour seulement tous les trois ans. L'enjeu est pourtant **de** taille, puisque passé un délai **de** prescription **de** six ans, il n'est plus possible **de** sanctionner les fautifs.

L'Agence **de** sûreté nucléaire (ASN) doit elle aussi prolonger ses travaux. Comme pour le projet **de** repérage des cabanons **de** l'Hérault, l'entraînement **de** l'intelligence artificielle a nécessité une importante phase d'annotation manuelle. La moitié des agents **de** l'ASN ont ainsi été mobilisés pour annoter ses rapports et préparer le terrain pour que la machine absorbe les informations. Pour l'heure, un tiers des données ont été injectées, mais *"les résultats sont très encourageants"*, juge Dominique Boina, inspectrice **de** l'ASN.

S'il ne s'agissait au départ que **de** "preuves **de** concept", et donc **de** projets pilotes, la plupart des projets, financés avec un budget relativement modeste (1 million d'euros au total), sont déjà bien aboutis et peuvent entrer prochainement en action. Charge désormais aux administrations **de** juger, sur la base du succès ou non **de** leur preuve **de** concept, d'investir plus massivement, en propre, pour déployer leur solution. La Dinum et la DITP sont, elles, convaincues **de** la pertinence **de** leur approche et ont d'ores et déjà sélectionné 15 nouveaux projets pour expérimenter l'intelligence artificielle.

Cet article est paru dans Acteurs Publics